



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1070

7 novembre 2012

- **L'ouragan Sandy laisse un lourd passif**
- **8 morts sur 78 cas de choléra recensés à Maniche après le cyclone Sandy**
- **Le FBI officiellement partie prenante dans l'affaire Clifford Brandt, détenu pour kidnapping**

### >> L'ouragan Sandy laisse un lourd passif

54 morts, 20 disparus, 20 blessés, plus de 18 000 familles sinistrées, dont 4164 dans le Sud (le département le plus affecté), une quantité importante de têtes de bétail emportées, des champs dévastés, de nombreuses maisons endommagées et effondrées, diverses infrastructures détruites : le cyclone Sandy – qui n'a pas touché les côtes haïtiennes, mais a engendré de fortes pluies entre le 23 et le 26 octobre - laisse un lourd passif en Haïti, environ 2 mois après le passage de la tempête Isaac (vendredi 24 août 2012) dont le pays ne s'est pas encore remis.

Pour compenser les pertes agricoles enregistrées, le ministère de l'agriculture annonce des initiatives de recapitalisation, comme la mise à disposition des semences au profit des agriculteurs, la subvention des travaux de labourage et de curage des systèmes d'irrigation.

Jusqu'au 30 octobre 2012, environ 66 - sur les 158 centres d'hébergement (parmi lesquels plusieurs établissements scolaires) répartis à travers le pays – contenaient des personnes sur les 21 000 qui y avaient trouvé refuge.

Après les dernières averses du 27 octobre, les directions départementales de la protection civile poursuivaient les évaluations. Plusieurs cours d'eau et rivières étaient encore en crue en début de semaine.

Le 28 octobre, beaucoup de villes étaient toujours inaccessibles à cause de tronçons de route coupés et des ponts effondrés ou endommagés.

Appelant à l'aide de la communauté internationale pour faire face aux dégâts causés par le passage de l'ouragan Sandy, le premier ministre haïtien Laurent Lamothe s'est réjoui de la réponse immédiate du gouvernement vénézuélien qui a dépêché un navire transportant des kits alimentaires ainsi que des matériels et outils de construction.

Encore une fois, la république d'Haïti se retrouve confrontée à une situation d'extrême urgence, assimilée (par le gouvernement) à une nouvelle crise pour la nation et estimée à plusieurs dizaines de millions de dollars américains.

La vulnérabilité environnementale et les faiblesses de prévention institutionnelle reviennent de nouveau à l'ordre du jour, chaque fois qu'il y a précipitations en n'importe quel coin du pays.

Il y a également une crainte d'une éventuelle remontée de l'épidémie de choléra dans diverses municipalités.

Le gouvernement a débloqué 350 millions de gourdes pour des interventions dans les zones affectées par l'ouragan, fourni des milliers de plats chauds, tandis que le président Michel Martelly a procédé, samedi et dimanche, à des distributions de kits alimentaires (ration sèche) dans certains quartiers pauvres de la capitale.

### >> 8 morts sur 78 cas de choléra recensés à Maniche après le cyclone Sandy

« Du 24 au 29 octobre 2012, le dispensaire a reçu 78 personnes atteintes du choléra. 8 ont déjà trouvé la mort », confie Madeleine Chéry, l'infirmière en charge du dispensaire communautaire de Dori, section communale de Maniche (à environ 200 km au sud de la capitale Port-au-Prince). La crue de la rivière de Cavillon, avec les pluies provoquées par le passage du cyclone Sandy, aurait encouragé la propagation du vibrio cholerae dans cette section communale de Dori.

« Jusqu'au 27 octobre 2012, le dispensaire n'avait qu'une infirmière pour toute la population de Dori. Nous sommes livrés à nous-mêmes

et au choléra », déplore Ramón Gasma, coordonnateur de Tèt Kole Ti peyizan ayisyen (Union des petits paysans haïtiens à Maniche).

Face à l'augmentation des cas de contamination au choléra, les autorités sanitaires du Sud ont dépêché entre « samedi 27 et dimanche 28 octobre 5 nouvelles infirmières pour accompagner la responsable du dispensaire ». Cette disposition administrative ne semble pas rassurer un des agents exécutifs intérimaires de Maniche, Pierre Evens Alexis, faisant part de sa « consternation » face à « la situation lamentable à Maniche.

«Dori se trouve coupée du reste de la commune à cause de la crue de la rivière de Cavaillon et de la furie de la Ravine Blanche traversant la section communale en longueur ». Comptant une population d'environ 15 000 habitants, Dori se trouve à 8 km du centre-ville de Maniche. Le seul dispensaire dont dispose la section communale n'a même pas de médecin.

« Le dispensaire n'est pas l'endroit le plus approprié pour recevoir les victimes du choléra. Car, il est proche d'une église et d'écoles. Notre premier souhait est que centre de traitement du choléra (CTC)

soit installé pour les paysannes et paysans, et qu'un médecin soit nommé au dispensaire » espère Alexis.

Entre-temps, plusieurs habitants de cette section communale ont fait montre d'un « héroïsme participatif » en se jetant dans l'eau en crue de la rivière de Cavaillon pour récupérer, sur l'autre rive, les médicaments, solutés et divers matériels envoyés par le ministère de la santé publique et de la population (MSPP). Le véhicule du MSPP, qui transportait les médicaments et matériels, ne pouvait pas traverser la rivière en crue pour acheminer les secours à Maniche, selon les témoignages.

## >> Le FBI officiellement partie prenante dans l'affaire Clifford Brandt, détenu pour kidnapping

L'organe d'enquête du gouvernement américain, plus connu sous le nom de bureau fédéral d'investigation (FBI) participe, désormais, à l'enquête relative au dossier du réseau de kidnappeurs, dont l'homme d'affaires Clifford Brandt, arrêté le 22 octobre, serait le chef, fait savoir le directeur de la police nationale d'Haïti, Godson Orélus.

Clifford Brandt est accusé d'enlèvement et séquestration contre rançon, de détention illégale d'armes à feu, d'enrichissement illicite, de blanchiment d'argent, de menaces de mort contre Réginald Delva, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, d'usurpation de titre, de faux et usage de faux, de contrefaçon et d'association de malfaiteurs « Aucune instance (internationale) n'a contribué aux opérations qui ont conduit à l'arrestation de Clifford Brandt et de certains de ces acolytes », explique Orélus. Des enquêteurs américains du FBI sont déjà en Haïti pour prendre part aux investigations, en vue de l'arrestation de tous les autres kidnappeurs du même réseau, en cavale pour l'instant. C'est « maintenant que nous faisons appel à d'autres instances, parce que le dossier a désormais une portée internationale », continue le principal responsable de la PNH, qui n'a pas donné de détails sur l'aspect "international" de l'affaire Clifford Brandt.

Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, Réginald Delva, annonce, de son côté, le retour dans le pays d'anciennes victimes de ce réseau qui seraient même prêtes à témoigner. Les actions visant le démantèlement de ce corps de kidnappeurs ne sont qu'un « début de ce qui va être mené », tente d'assurer Delva, reconnaissant qu'« il y a d'autres gangs qui opèrent » dans le pays.

Le conseil supérieur de la police nationale (CSPN) encourage, dans des déclarations faites à la presse le 30 octobre, la population à contribuer, avec la police nationale, au démantèlement des réseaux de malfrats.

Selon la police nationale, Clifford Brandt, membre d'une des familles les plus riches en Haïti, a avoué avoir commandité l'enlèvement et la séquestration de Coralie et de Nicolas Moscoso, respectivement âgés de 23 et 22 ans, de nationalité canadienne. Ces 2 Moscoso ont été enlevés à Port-au-Prince, sur la route de Bourdon, le mardi 16 octobre 2012, aux environs de midi, par six hommes armés et vêtus

de maillots gris et de pantalons bleu foncé semblables à l'uniforme de la police nationale. Les bandits se trouvaient à bord d'un véhicule Toyota Land Cruiser, portant une plaque Service de l'Etat (SE), dont la série minéralogique n'a pas été identifiée. Ils avaient exigé une rançon de 2 millions 500 mille dollars américains pour la libération des otages. Une vidéo, diffusée publiquement par la police nationale, montre Clifford Brandt en train de conduire les enquêteurs dans une maison ayant servi de lieu de séquestration et sise à l'est de la capitale.

Des scellés ont été apposés par la justice sur les portes du local de la "Compagnie haïtienne de moteurs", concessionnaire des véhicules Mazda, là où a été arrêté Clifford Brandt.

Dans le cadre de cette affaire, sont déjà interpellées 9 personnes, dont 4 sont en garde à vue et 5 autres déférées par devant le cabinet d'instruction. Deux personnes, dont le chauffeur du véhicule qui avait participé à la prise d'otage de deux enfants de la famille Moscoso, ont été appréhendés à Ouanaminthe alors qu'elles tentaient de s'enfuir en République Dominicaine. Quatre policiers nationaux - dont le chef de l'unité de sécurité attaché à la présidence Marc Arthur Thébé (CAT team), Jacques Darly (brigade criminelle) et Frantz Aristil (commissariat de Port-au-Prince) qui entretenaient des relations avec la famille Brandt - sont mis en isolement.

14 armes à feu (7 armes de guerre et 7 armes de poing) sont saisies ainsi que 3 véhicules et un montant de 3,800.00 dollars américains. Des équipements de police (bottes, képis, maillots) ont été aussi retrouvés dans les maisons perquisitionnées et qui servaient de cachette à ces kidnappeurs. Les locataires (dont les noms n'ont pas été cités) des maisons utilisées comme lieux de séquestration seront également mis en examen par les autorités judiciaires.

---

\*\*\*Pour aller plus loin

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13595>

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13602>

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13614>